



Pays : République de Guinée Plan de Travail Annuel (PTA) 2015

Programme d'appui à la Gouvernance et à la consolidation de la paix

Les actions du Programme de Gouvernance du PNUD, visent à contribuer à terme à l'émergence d'institutions démocratiques plus solides et consensuelles ainsi qu'à un changement qualitatif de comportements des populations, des médias et des Forces de Défense et de Sécurité, y compris en matière de respect des principes démocratiques et de l'Etat de droit. Il est structuré autour de trois sous-composantes, à savoir : i) la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit, et ii) la réforme de l'Administration publique, y inclus la gouvernance locale, et iii) la consolidation de la paix, notamment à travers la réforme du secteur de la sécurité, des actions de plaidoyer et de renforcement des capacités des structures et institutions de prévention et de résolution des conflits.

Dans ce cadre, le programme contribuera à l'effet ci-après :

Effet(s) du PNUAD/Programme de Pays : D'ici à 2017, les Institutions démocratiques et le système judiciaire et sécuritaire fonctionnent sur la base de la transparence, du dialogue et de la concertation, dans le respect des normes nationales et internationales et assurent la protection effective des libertés individuelles et collectives.

Produits escomptés du Programme de Pays (DPP) :

1. L'administration électorale dispose des capacités de planification, de mobilisation et de gestion des ressources, ainsi que des systèmes et processus électoraux.
2. Des Programmes d'éducation civique et citoyenne de sensibilisation sur les droits humains, y inclus les aspects d'égalité du genre, sont formulés et mis en œuvre.
3. L'Assemblée Nationale, la Cour des Comptes, le Conseil Economique et Social et la Société Civile sont dotées de personnel compétent et d'outils nécessaires pour mieux assurer leurs missions.
4. Les structures, normes et procédures ainsi que les ressources humaines de l'Administration publique sont modernisées et la transparence renforcée.
5. Le processus de décentralisation et de gouvernance locale est renforcé à travers la mise en œuvre de la Lettre de Politique Nationale de Décentralisation et de Développement Local (LPN/DDL).
6. Les capacités de contrôle civil et démocratique des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) sont renforcées.
7. Une Stratégie nationale de prévention et de résolution des conflits élaborée et mise en œuvre avec une participation féminine effective conformément à la Résolution 1325.

Partenaires de réalisation :

- **Institution de tutelle signataire** : Ministère de la Coopération Internationale et Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation.
- **Structure de réalisation** : Primature, Ministère de la Justice, Ministère de l'Économie et des Finances, Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme de l'État et de la Modernisation de l'Administration Publique, Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, Ministère de la Défense Nationale, Ministère de la Sécurité et de la Protection civile, Ministère de la Communication, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Ministère des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques, Ministère/ Chambre des Mines, Ministère de la Jeunesse, Secrétariat Général du Gouvernement, Assemblée Nationale, Conseil Économique et Social, Conseil National de la Communication, Commission Électorale Nationale Indépendante, Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation nationale, Unité de Gestion du Programme de la Réforme du Secteur de la Sécurité, Commission Technique de suivi de la Réforme du Secteur de la Sécurité, Secrétariat national de l'Union du Fleuve Mano, Organisations de la Société Civile, Haut Commissariat aux Droits de l'Homme, Institution Nationale Indépendante des Droits de l'Homme, Cabinet Civil de la Présidence de la République de Guinée, Universités.

Autres partenaires :

Nationaux : Sociétés minières, sociétés de télécommunication,

Internationaux : Fonds Monétaire International, Banque Mondiale, Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBF), Banque Africaine de Développement, Union Européenne, Communauté Économique des États de l'Afrique Occidentale, Union Africaine, Organisation Internationale de la Francophonie, Agence Française de Développement, Agence Américaine pour le Développement International (USAID), Ambassade de France (Service de Coopération et d'Actions Culturelles), Ambassade du Royaume d'Espagne,).

Texte explicatif

La Guinée a abordé l'année 2014 avec beaucoup d'espoir, fondé sur : 1) les progrès accomplis sur la voie de l'assainissement de la gestion macro-économique et l'amélioration du cadre des affaires ; 2) la finalisation de la transition politique à travers l'organisation en 2013 des élections législatives ouvertes et inclusives ; et 3) l'organisation de la Conférence des Partenaires Techniques et Financiers et investissements privés à Abu-Dhabi qui avait permis à la Guinée d'obtenir des engagements d'investissements de près de 7 milliards USD. S'appuyant sur ces acquis, et dans un contexte politique et social plus apaisé favorisé en partie par la mise en place de la nouvelle Assemblée Nationale, le pays a intensifié ses efforts pour créer les bases de l'accélération de la croissance et de la transformation structurelle de l'économie. Dans cette dynamique, le Gouvernement a signé avec ses partenaires (Rio Tinto, Chinalco et SFI) le Cadre d'investissement du projet Simandou d'un de 20 milliards USD qui devra à terme permettre à la Guinée de relever sensiblement le niveau de productions et de productivité de son économie et d'engager sa transformation structurelle. Par ailleurs, les chantiers de réformes ont été poursuivis, avec : 1) l'accélération de la réforme de la justice (mise en place effective du Conseil Supérieur de la Magistrature et du statut particulier des magistrats), et 2) la mise en place d'un Conseil de

Coordination Économique et des Réformes.

Mais, en attendant la concrétisation de ces promesses sur la vie des populations, le pays reste confronté à plusieurs défis, dont la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit et la réponse aux demandes sociales des populations, notamment en termes d'emplois et d'accès à l'éducation, la santé, l'électricité etc. A cela s'ajoute la gestion des conséquences de l'épidémie Ebola, qui a fait de nombreuses pertes en vies humaines, engendré une panique mettant en mal l'économie et les moyens de subsistance des populations, dans les zones les plus touchées.

Elles ont fortement ralenti les plans d'investissement en cours et perturbé le système de production, sans compter les graves difficultés dans la gestion des finances publiques (baisse des recettes de 119 millions USD et hausse des dépenses de 150 millions) et de la balance des paiements. Sous l'effet de l'épidémie, les prévisions de croissance en 2014 ont été revues à la baisse de 4,5% à 1,3% ; et celles de 2015 de 5% à 1,9%. Au total, 61 % des communautés dans les zones affectées auraient enregistré une mauvaise récolte (enquête rapide Gouvernement, FAO/PAM, Décembre 2014).

Par ailleurs la marginalisation des femmes et des jeunes dans la gestion publique reste une réalité qui occulte les nombreuses opportunités de développement et de stabilité dont elles sont porteuses, et qui pourraient directement affectées plus de 53% de la population nationale. Il s'avère que plus de 55% des victimes d'Ebola enregistrées sont des femmes, et leur nombre est plus élevé parmi les sujets contacts Ebola. Les femmes en âge de procréer, y compris les adolescentes, sont les plus vulnérables en raison de leurs fonctions sociales, notamment leurs rôles dans les soins aux membres de leurs familles.

Dans ce contexte, le PNUD entend jouer un rôle moteur dans la mobilisation des partenaires en vue d'appuyer la relance nationale dans le domaine de la gouvernance et de la consolidation du tissu social et de la paix.

Dans cette perspective, le programme doit aider à relever d'importants défis dont entre autres :

- L'éradication de l'épidémie de fièvre hémorragique à virus Ebola et la mise en œuvre des mesures pour créer une capacité nationale à prévenir et gérer efficacement les situations de crise;
- la crédibilisation des élections locales et présidentielles à travers le renforcement de la confiance entre les partis politiques et l'organe de gestion des élections;
- le renforcement de l'Etat de droit par l'accompagnement des Institutions Républicaines ;
- la reconstruction du tissu social fortement éprouvé par la maladie à virus Ebola mais également du fait de plusieurs facteurs de conflits liés aussi bien à la gouvernance qu'à la gestion des ressources ;
- l'approfondissement de la Réforme du Secteur de la Sécurité par l'appui à l'appropriation nationale et la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Actions Prioritaires (SNAP).
- L'approfondissement de la réforme de l'administration publique par la mise en œuvre et le suivi du Plan de réformes, le renforcement des capacités des acteurs de la réforme dans les ministères ;
- La promotion des valeurs de transparence et de reddition de compte autour de la gestion publique.
-

Ce Plan de travail prend également en compte les activités transversales telles que la promotion du genre, le respect des droits humains, le renforcement des capacités, la préservation de l'environnement et le suivi-évaluation. A cet effet, les différents indicateurs seront désagrégés en vue de faire ressortir le niveau de prise en compte de ces dimensions.

En outre, les actions du Plan de Travail Annuel (PTA) 2015 de la gouvernance et consolidation de la paix s'inscrivent en lien avec trois produits du Plan de Travail intégré du Bureau Régional PNUD pour l'Afrique. Il contribue aux produits 1.1 (« Les systèmes nationaux et locaux et les institutions disposent des capacités pour opérer des transformations structurelles et durables des capacités productives, de l'emploi et des moyens de subsistance ») ; 1.3 (« des solutions sont développées aux niveaux national et local pour une gestion durable des ressources naturelles, des services de l'écosystème, les produits chimiques et les déchets »), 6.4 (« renforcer la cohésion sociale et la confiance, et permettre un retour rapide vers le processus de développement »).

Le PTA est financé à travers les ressources régulières du PNUD, du Fonds de Consolidation de la Paix, de partenaires bilatéraux, de la Banque Africaine de Développement, d'UNCDF (Fonds d'Équipement des Nations Unies), de l'Union Européenne et les fonds de la contrepartie nationale.

I. Résultats annuels attendus en 2015 :

Les résultats annuels recherchés en 2015 visent un double objectif : d'une part la consolidation des acquis du programme classique de gouvernance et consolidation de la paix, conformément à la planification prévue par le document de programme pays ; d'autre part la relance dans le secteur de la gouvernance qui a été fortement affecté par l'impact de la maladie Ebola. A cet effet, la stratégie de mise en œuvre de l'ensemble des activités sera adaptée au contexte de relance.

1.1 Consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit

- L'administration électorale dispose des capacités de planification, de mobilisation et de gestion des ressources, ainsi que des systèmes et processus électoraux :

Sur le plan de l'appui au processus électoral, l'accent sera mis sur l'assistance technique additionnelle à la Commission Electorale Nationale Indépendante. Dans le même sens, les capacités des acteurs de la société civile seront renforcées dans le domaine de l'observation domestique des élections. Il est également prévu le renforcement de la participation politique des femmes et l'éducation électorale des citoyens.

- Des Programmes d'éducation et de sensibilisation sur les droits humains, y inclus les aspects d'égalité du genre, sont formulés et mis en œuvre :

- Les connaissances des citoyens sur leurs droits et devoirs sont améliorées à travers des campagnes d'information/sensibilisation, de formation ;
- Les connaissances des citoyens sur la politique genre sont améliorées à travers des campagnes d'information/sensibilisation ;
- Les capacités techniques des magistrats et auxiliaires de justice sont renforcées sur la prise en charge des violences basées sur le genre, la documentation judiciaire et l'assistance judiciaire des personnes vulnérables en général (femmes, mineurs, Personnes Vivant avec le Virus du SIDA, etc.).

- L'Assemblée Nationale, la Cour des Comptes, le Conseil Economique et Social et la Société Civile sont dotés de personnel compétent et d'outils nécessaires pour mieux assurer leurs missions:

- Les capacités de l'Assemblée Nationale en matière législative et de contrôle parlementaire dans les secteurs stratégiques sont renforcées ;
- L'appui aux commissions économie et finance, défense et sécurité, genre et équité et des lois;
- Les capacités de représentation, de dialogue de l'Assemblée Nationale avec les citoyens et la prise en

aly

- compte des questions de genre/équité dans le travail parlementaire sont renforcées ;
- Le leadership des femmes parlementaires est renforcé à travers la formation et l'appui documentaire ;
 - L'appui institutionnel à la Cour des Comptes ;
 - La Société Civile est renforcée pour assurer correctement sa mission de contrôle citoyen.
- Les structures, normes et procédures ainsi que les ressources humaines de l'Administration publique sont modernisées et la transparence renforcée: Ce produit se subdivise en deux composantes ci-dessous :
- 1- Les structures, normes et procédures ainsi que les ressources humaines de l'Administration publique sont modernisées
- Le renforcement des capacités des points focaux du PREMA dans les ministères pour la mise en œuvre des réformes est assuré ;
 - L'appui à la révision de la Loi (L 028) portant Statut général des fonctionnaires ;
 - L'appui à la révision de la Loi (L 029) portant Principe de création et de contrôle des structures des services publics.
- 2- Les structures, normes et procédures ainsi que la transparence sont renforcées
- Le suivi pour l'opérationnalisation du bureau de plaintes et du site WEB de l'ANLC est assuré ;
 - Les capacités techniques des jeunes, des partenaires de la société civile, des médias et des structures universitaires sont améliorées sur la promotion de la transparence et d'intégrité.
- Le processus de décentralisation et de gouvernance locale est renforcé à travers la mise en œuvre de la Lettre de Politique Nationale de Décentralisation et de Développement Local (LPN/DDL)
- Le pilotage de la décentralisation est renforcé à travers la mise en place et l'appropriation d'un cadre stratégique de décentralisation et de développement local. Ce renforcement se concrétisera par le soutien aux dynamiques de développement économique local inclusif qui favorisent l'emploi pour les jeunes et les femmes et l'accroissement des revenus pour les collectivités locales;
 - Le dialogue entre le Gouvernement et les Partenaires Techniques et Financiers à travers le plaidoyer et l'appui au groupe thématique décentralisation est amélioré.

1.2 Consolidation de la paix

- Les capacités de contrôle civil et démocratique des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) sont renforcées :
- Un outil stratégique de planification de la réforme du secteur de la sécurité est disponible à travers la finalisation et la mise en œuvre d'un programme d'actions prioritaires de réforme du secteur de la sécurité;
 - Les capacités techniques des acteurs concernés (Assemblée Nationale, société civile, etc.) sont renforcées dans le domaine du contrôle civil et démocratique des Forces de Défense et de Sécurité à travers des formations et des partages d'expériences sud-sud ;
 - Les capacités techniques et de gestion des acteurs de la sécurité (ministère de la sécurité, police nationale, Office de la Protection du Genre et des Mœurs) sont renforcées pour une

professionnalisation de la police nationale et une qualification des services de sécurité de proximité.

- Une Stratégie nationale de prévention et de résolution des conflits élaborée et mise en œuvre avec une participation féminine effective conformément à la Résolution 1325:
 - Une stratégie nationale de prévention des conflits et de la consolidation de la paix est élaborée et validée ;
 - La commission provisoire de réflexion sur la réconciliation nationale est outillée sur la conduite d'un processus holistique de consultation et de réflexion sur la réconciliation nationale ;
 - Les structures/mécanismes pour la paix sont renforcées au niveau local et communautaire particulièrement à N'Zérékoré et dans les zones minières du pays;
 - Une plateforme nationale des praticiens de la paix est mise en place et fonctionnelle ;
 - Des unités conjointes de sécurité transfrontalières sont opérationnelles dans les zones transfrontalières de l'espace Mano ;
 - La résilience nationale aux conflits en Guinée forestière est renforcée à travers mise en œuvre de 5 plans locaux de sécurité dans les 5 Communes du Bec de perroquet, est mis en œuvre ;
 - Les structures/mécanismes pour la paix sont renforcées au niveau local et communautaire à N'Zérékoré et dans certaines zones minières du Pays.
 - Le cadre institutionnel et organisationnel RSS/Justice est sensible au Genre.

II. Stratégie d'intervention : Un Document d'Appui au Programme (DAP) sera élaboré pour définir les grandes orientations stratégiques de mise en œuvre des activités, y compris la stratégie de sortie.

Conformément aux orientations définies dans le PAPP, la stratégie d'intervention du programme repose principalement sur :

- La consolidation des acquis du Programme de pays 2007-2012 du PNUD, dans la dynamique de la consolidation de la paix et de la démocratie et la relance du développement ;
- La recherche de complémentarité et de synergie internes, mais également avec les interventions des autres partenaires au développement (Communautés Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Union Africaine, Union Européenne, Agence américaine pour le Développement International , Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, Organisation Internationale pour la Francophonie, Agence Française de Développement, etc.), du secteur privé et des organisations non gouvernementales pour la rationalisation des interventions et le renforcement des capacités pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement;
- Les enseignements tirés de la mise en œuvre des différents projets de gouvernance et leurs résultats au cours des années passées. Cette stratégie tiendra également compte de l'évaluation des capacités des partenaires impliqués dans la mise en œuvre du programme et du contexte sanitaire marqué par l'apparition de l'épidémie hémorragique à virus Ebola.

III. Arrangements de gestion

Le programme est mis en œuvre sous la responsabilité du Comité de pilotage mis en place à cet effet, organe de décision, dont la fonction principale consiste à : donner les orientations stratégiques et les axes prioritaires d'intervention conformément aux priorités nationales ; examiner l'état d'avancement périodique de la mise en œuvre du programme sur la base des rapports établis; décider des corrections nécessaires pour une meilleure exécution des activités ; donner des directives nécessaires à la bonne exécution du programme. Présidé par le

Secrétaire général du Ministère de tutelle du programme, le Comité de pilotage se réunit deux fois par an sur convocation de son président.

Pour les composantes d'appui au cycle électoral, et de consolidation de la paix des dispositifs spécifiques de pilotage et de suivi seront également exploités à travers le comité de pilotage et le comité technique du Plan Prioritaire de Consolidation de la Paix, mais également le Comité d'Orientation Stratégique de la Réforme du secteur de la Sécurité, le Comité de Coordination et de Suivi de la Réconciliation Nationale, et la revue tripartite du programme de consolidation de la paix.

- Rattachement du programme au Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, qui assurera la tutelle du programme en raison de la transversalité des activités prévues et de la nature des composantes du programme. Le programme est mis en œuvre à travers l'Unité de Gestion intégrée rattachée au Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation et d'une sous-unité de terrain à Kankan chargée de la mise en œuvre du Programme de Développement Local de la Guinée (PDLG III). Pour la gouvernance démocratique¹, chaque sous-composante du programme est animée par un Directeur national nommé par le Gouvernement. Des Coordonnateurs Nationaux du Programme assurent la gestion selon les procédures du PNUD. Un gestionnaire du projet assure le management du PDLG III. Ils seront appuyés par des équipes techniques, dont des experts techniques par composante, des gestionnaires comptables avec un personnel d'appui. Les fonctions transversales de communication et de suivi-évaluation sont assurées par des experts respectivement en étroite collaboration avec des unités concernées du bureau du PNUD.

L'Unité de Gestion intégrée, aura entre autres mandats, la gestion quotidienne du programme dans une cohérence d'ensemble en termes de coordination, de facilitation et d'établissement des liens synergiques, substantifs et opérationnels entre les 3 axes du programme. En outre, l'unité devra participer activement à la mobilisation de ressources humaines, matérielles et financières, assure la planification et la coordination des activités, le suivi-évaluation périodique interne des différentes sous-composantes, le secrétariat technique des comités de pilotage des 3 axes.

- **Utilisation du formulaire FACE** (Formulaire d'Autorisation de financement et de certification des dépenses) par les partenaires nationaux d'exécution pour demander des fonds et faire le rapport sur les dépenses par trimestre comme décrit dans le PAPP. Le Bureau pays n'ayant pas encore finalisé la micro-évaluation pour la mise en œuvre du HACT (Modalité Harmonisée de transfert d'espèces) et dans une optique de préparation des partenaires d'exécution à ce nouvel outil, le formulaire FACE sera utilisé pour procéder au paiement des avances à conditions que (i) les copies des pièces justificatives des dépenses soient transmises par le partenaire d'exécution lors de la prochaine demande d'avance de fonds, (ii) selon une périodicité trimestrielle et que (iii) le montant justifié représente au moins 80% de la précédente avance de fonds. A toute nouvelle demande d'avance, doit être annexés en plus des pièces justificatives de l'utilisation de la précédente avance de fonds, un rapprochement bancaire du compte dédié au projet et un budget détaillé justifiant la nouvelle avance de fonds sollicitée.

Sont autorisés à valider le formulaire FACE, le Directeur national du projet ou son suppléant ainsi que le Coordonnateur national du programme/ou l'expert de la sous-composante par délégation de pouvoir. La modalité d'exécution nationale (NEX) sera complétée par l'appui au NEX avec la signature de lettres d'accord avec les partenaires d'exécution.

¹ Exceptionnellement, la mise en œuvre du projet d'appui ciblé financé par la BAD est assurée par l'Unité de Coordination et d'Exécution des projets (UCEP) mise en place par le Ministère de l'Economie et des Finances pour gérer tous les appuis institutionnels du département, tous bailleurs de fonds confondus.

aw

Par ailleurs les actions de consolidation de la paix seront mises en œuvre suivant la modalité d'exécution directe (DIM) par le PNUD, cela en conformité avec les exigences des partenaires de ces activités.

- **Responsabilités du Gouvernement :** Pour la bonne exécution du programme, le Gouvernement s'engage à mettre à la disposition de chaque composante des locaux avec des bureaux fonctionnels et le personnel national de contrepartie (Directeur national et autres cadres fonctionnaires concernés par la réalisation d'activités spécifiques). En outre, le Gouvernement s'engage à verser, en début d'année, une contrepartie financière annuelle aux fins de contribuer au financement du programme.

Les fonds de contrepartie nationale sont destinés au financement des dépenses courantes liées notamment à l'entretien des locaux et des équipements mis à la disposition des projets et la prise en charge de toute autre dépense pertinente non éligible sur les fonds du PNUD. En outre, le financement des charges récurrentes, une fois le programme achevé, relèvera du budget de l'Etat. Enfin, le Gouvernement prendra également les dispositions qui s'imposent pour la capitalisation des meilleures pratiques et expériences développées par le programme.

- **Principaux risques encourus** dans le cadre de la mise en place et du fonctionnement du programme : une résurgence de l'épidémie à virus Ebola, un retard dans la mise en place de la contrepartie de l'Etat ; la faible maîtrise de l'esprit et des modalités pratiques de mise en œuvre de l'Approche Harmonisée de Transferts de Fonds (HACT) et des procédures de gestion du PNUD ; l'instabilité monétaire et le risque de change ; le manque de ressources mises à la disposition des structures-cibles du programme par le Gouvernement pour leur fonctionnement normal ; les interférences des responsables administratifs et politiques dans la gestion du programme/projet et la persistance de l'épidémie Ebola.

IV. Suivi et évaluation

De façon spécifique au programme gouvernance et consolidation de la paix, un dispositif de suivi-évaluation sera activé en complément du mécanisme de suivi du programme pays. A cet effet, chacune des trois composantes du programme disposera d'une expertise en suivi-évaluation. En outre, des visites de terrain, des revues et Comités de Pilotage et des évaluations indépendantes de certaines activités seront réalisées.

V. Contexte juridique

Dans le contexte de mise en œuvre des activités du PNUD selon les modalités opérationnelles harmonisées du Groupe des Nations Unies pour le Développement (GNUD), le présent PTA, combiné avec le PAPP dont il constitue une partie intégrante, est le document de projet visé à l'article premier, paragraphe 1, de l'accord-type d'assistance de base conclu et signé le 13 février 1975 entre le Gouvernement de la Guinée et le PNUD.

Période couverte par le Programme : 2013- 2017

Composante du Programme : Gouvernance

Titre des projets : (1) Appui à la Gouvernance et au renforcement des capacités ; (2) Appui à la Consolidation de la paix

Code des projets (Award): GIN0007224, 00062317 /GIN00085373, 85590, 85450 / 00079755, 00081624/UNCDF 00093746/00089143

Durée du projet: 60 mois (janvier 2013-décembre 2017)

Modalité d'exécution : Exécution nationale (NEX)
Exécution Directe (DEX)

Budget estimatif 2013-2017 (\$US): 18 479 000 USD

Budget estimatif 2015 (en \$ US) : 14 823 562 USD

Sources :

Ressources disponibles: 10.023.562 USD

- Ressources ordinaires PNUD : 1 986 600 USD
- Financement autres partenaires: 8 036 962 USD

Ressources à mobiliser : **4.800.000 SUD**

- Gouvernement (en espèces) : 300 000 USD
- Gouvernement (en natures) : local avec bureaux fonctionnels+ personnel national de contrepartie
- PBF : **5 720 327 USD**
- UNCDF : 525.000
- UE : 1.000.000 USD
- Japon : 3.000.000 USD

Approuvé au nom de :

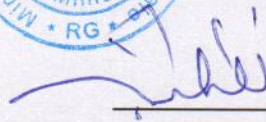
Signature

Date

Nom/Titre



Gouvernement :

 20/11/15

Prof Koutoub Moustapha SANO (PhD)
Ministre de la Coopération Internationale




Partenaire de réalisation :



Général Boureima CONDE
Ministre de l'Administration du
Territoire et de la Décentralisation

PNUD :




M. Eloi KOUADIO IV
Directeur Pays du PNUD a.i

aly

PLAN DE TRAVAIL ANNUEL
Année 2015

PRODUITS ESCOMPTÉS DU PROGRAMME PAYS et indicateurs, y compris les objectifs annuels	ACTIVITÉS PLANIFIÉES <i>Dresser la liste de toutes les activités, y compris de S&E, qui seront entreprises durant l'année pour réaliser les produits du CP énoncés</i>	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIÉ			
		1er T	2e T	3e T	4e T		Fonds	Donateur	Description dans le budget	Montant (en \$ US)
Priorité nationale : Renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit										
Effet UNDAF / Programme Pays : D'ici 2017, les Institutions démocratiques et le système judiciaire et sécuritaire fonctionneront sur la base de la transparence, du dialogue et de la concertation, dans le respect des normes nationales et internationales et assurent la protection effective des libertés individuelles et collectives.										
Indicateur d'effet UNDAF : <i>Existence d'une Assemblée Nationale démocratiquement élue avec des Commissions fonctionnelles</i> (Base : 0 (2011) ; Cible : 1) ; <i>Nombre de lois votées par le parlement qui favorisent le respect des droits de l'homme y compris ceux des femmes et des enfants</i> (Base : 0 (2011) ; Cible : 5) ; <i>Existence d'une institution nationale des Droits de l'Homme indépendante et fonctionnelle</i> (Base : 0 (2011) ; Cible : 1) ; % de cas jugés par rapport aux cas de violation des Droits de l'Homme transmis à la justice (Base : 30 (2011) ; Cible : 150)										
Domaine du Plan Stratégique : Promotion de la Gouvernance démocratique										
Stratégie de partenariat : Le Gouvernement œuvrera en faveur du dialogue politique inclusif entre les acteurs et assurera la formulation et la mise en œuvre des réformes (RSS, réforme administrative, justice). Il portera le soutien politique à la réconciliation nationale et la prévention/ gestion des conflits. Le PNUD développera des outils et une approche pour renforcer les capacités nationales à gérer un dialogue continu entre les parties prenantes à la réconciliation nationale et la prévention des conflits; l'assistance technique à la préparation et la conduite du processus électoral, la coordination des PTF et la gestion du panier commun; analyses, plaidoyer et formulation de plans d'action pour la mise en œuvre des programmes de réformes (RSS, réforme administrative, justice). Les autres partenaires : UE, France, Japon, USAID, PBSO apporteront des contributions financières au processus électoral, y compris la promotion de la participation des femmes; (ii) BM, UE, BAD apporteront des appuis techniques et financiers à la réforme de l'administration. Publique.										
COMPOSANTE I : CONSOLIDATION DE LA DEMOCRATIE ET DE L'ETAT DE DROIT										
L'administration électorale dispose des capacités de planification, de mobilisation et de gestion des ressources, ainsi que des systèmes et processus électoraux.	Mettre à la disposition de la CENI une expertise technique électorale (Finances, logistique, communication, etc) sur demande formelle	X	X	X	X	PNUD	04000	PNUD	72100	39 359.06
Indicateur 1 : Code de conduite et mécanisme de dialogue opérationnel	Informier/sensibiliser sur la participation politique des femmes et des jeunes	X	X	X	X	PNUD	04000	PNUD	72100	20 000
Base : Inexistence de code et de cadre (2011) ; cible : cadre institutionnel pour le dialogue politique opérationnel	Renforcer les capacités d'intervention des Centres d'Education Civique et Electorale (en partenariat avec l'Union Européenne)	X	X	X	X	PNUD	04000	PNUD /UE	72100	30 000
Annual targets	Former et déployer les observateurs électoraux de la société civile	X	X	X	X	PNUD	04000	PNUD	72100	28 857.54
- Xx membres de la société civile formés sur l'observation	Charges Communes (Sécurité, VSAT, MC, Dispensaire)	X	X	X	X	PNUD	04000	PNUD	73100	16 142.46

PRODUITS ESCOMPTÉS DU PROGRAMME PAYS et indicateurs, y compris les objectifs annuels	ACTIVITÉS PLANIFIÉES	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIÉ			
		1er T	2e T	3e T	4e T		Fonds	Donateur	Description dans le budget	Montant (en \$ US)
- Les membres des organes de gestion des élections disposent des compétences pour la prise en compte du genre dans le processus électoral.	Contribution DPC	X	X	X	X		PNUD	61100	10 640,94	
	Fonctionnement					PNUD		72100	55 000	
Sous total produit 1 :									200 000.00	

PRODUITS ESCOMPTÉS DU PROGRAMME PAYS et indicateurs, y compris les objectifs annuels	ACTIVITÉS PLANIFIÉES	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIÉ			
		1er T	2e T	3e T	4e T		Fonds	Donateur	Description dans le budget	Montant (en \$ US)
Des Programmes d'éducation civique et citoyenne de sensibilisation sur les droits humains, y inclus les aspects d'égalité du genre, sont formulés et mis en œuvre.	Accompagner sur le plan juridique et judiciaire 200 personnes victimes de violences basées sur le genre (VBG)	X	X	X		NEX	PNUD	72100	60 000	
			X	X		NEX	PNUD	72100	45 000	
Annual targets	Former les cadres du Ministère des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques (MDHLP) sur les Principes de Paris	X				NEX	PNUD	72100	0	
			X	X		NEX	PNUD	72100	50 000	
- Formation des OSC sur la défense des droits de l'homme;	Organiser 10 séances de sensibilisation sur l'éducation civique et citoyenne sur les droits humains, y compris le genre;	X	X			NEX	PNUD	72100	40 000	
			X			NEX	PNUD	72100	20 000	
- 200 personnes victimes de VBG assistées.	Renforcer l'implication des femmes et des jeunes dans la gouvernance locale et la consolidation de la paix en Haute Guinée	X	X			NEX	PNUD	72100	20 000	

ay

PRODUITS ESCOMPTÉS DU PROGRAMME PAYS et indicateurs, y compris les objectifs annuels	ACTIVITÉS PLANIFIÉES <i>Dresser la liste de toutes les activités, y compris de S&E, qui seront entreprises durant l'année pour réaliser les produits du CP énoncés</i>	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIÉ			
		E					Fonds	Donateur	Description dans le budget	Montant (en \$ US)
		1er T	2e T	3e T	4e T					
	Former et sensibiliser les structures communautaires dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles en Moyenne Guinée	X	X			04000	PNUD	72100	PM	
	Former et sensibiliser les responsables d'associations de jeunesse sur la citoyenneté et le processus électoral en Moyenne Guinée	X	X			04000	PNUD	72100	20 000	
	Organiser une campagne nationale de vulgarisation du droit de la famille et conventions internationales des Nations Unies relatives aux Droits de l'Homme		X			04000	PNUD	72100	30 000	
	Réaliser des actions de sensibilisation sur la non-violence, l'éducation à la citoyenneté et à l'hygiène de vie pour prévenir Ebola en Guinée	X				04000	PNUD	72100	PM	
	Promouvoir une culture citoyenne et démocratique au niveau des organisations féminines de la Moyenne Guinée	X	X			04000	PNUD	72100	15 000	
	Former les organisations de femmes et de jeunes sur la résolution pacifique des conflits liés à la gestion de la fièvre hémorragique à virus Ebola	X	X			04000	PNUD	72100	PM	
	Réaliser les campagnes d'information et de sensibilisation sur la place du genre dans la Réforme du Secteur de Sécurité (RSS) en Guinée		X			04000	PNUD	72100	PM	

PRODUITS ESCOMPTÉS DU PROGRAMME PAYS et indicateurs, y compris les objectifs annuels	ACTIVITÉS PLANIFIÉES <i>Dresser la liste de toutes les activités, y compris de S&E, qui seront entreprises durant l'année pour réaliser les produits du CP énoncés</i>	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIÉ			
		E					Fonds	Donateur	Description dans le budget	Montant (en \$ US)
		1er T	2e T	3e T	4e T					
	Renforcer les capacités de 500 leaders communautaires de la région administrative de Faranah sur leurs rôles et responsabilités dans le processus électoral	X	X	X		04000	PNUD	72100	45 000	
	Organiser 2 ateliers de restitution de l'Examen Périodique Universel (EPU)	X	X			20703	00220	72100	63 596	
	Concevoir et vulgariser le Guide de l'Elu		X	X		04000	PNUD	72100	35 000	
	Renforcer la participation citoyenne de 100 filles/femmes leaders à la bonne gouvernance locale dans les préfectures de Coyah et Dubréka	X	X			04000	PNUD	72100	15 000	
	Vulgariser les textes de loi sur les droits humains		X	X		04000	PNUD	72100	PM	
	Former et sensibiliser 500 femmes leaders des communes de Conakry sur la participation citoyenne au processus électoral, le genre et la prévention de la fièvre hémorragique à virus Ebola	X				04000	PNUD	72100	30 000	
	Former les organisations féminines et de jeunesse sur la gestion des conflits pour un processus électoral apaisé	X	X	X		04000	PNUD	72100	40 000	
	Former et Sensibiliser les filles et femmes leaders sur la citoyenneté, la bonne gouvernance et la participation au processus électoral dans les préfectures de Télimélé et Gaoual	X	X	X		04000	PNUD	72100	15 000	

aly

PRODUITS ESCOMPTÉS DU PROGRAMME PAYS et indicateurs, y compris les objectifs annuels	ACTIVITÉS PLANIFIÉES <i>Dresser la liste de toutes les activités, y compris de S&E, qui seront entreprises durant l'année pour réaliser les produits du CP énoncés</i>	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIÉ			
		E					Fonds	Donateur	Description dans le budget	Montant (en \$ US)
		1er T	2e T	3e T	4e T					
	Former et sensibiliser les filles et femmes leaders sur la citoyenneté, le leadership féminin et la lutte contre les violences basées sur le genre dans les préfectures de Mandiana et Siguiri	X	X	X		NEX	04000	PNUD	72100	15 000
Sous total produit 2 :										
	L'Assemblée Nationale, la Cour des Comptes, le Conseil Economique et Social et la Société Civile sont dotées de personnel compétent et d'outils nécessaires pour mieux assurer leurs missions.	X	X	X		NEX	04000	PNUD	72100	20 000
	Appuyer la mise en place d'une bibliothèque parlementaire									
	Renforcer les capacités des membres de l'Institution nationale indépendante des droits de l'Homme (INIDH) sur sa mission et ses relations avec les autres Institutions républicaines	X	X	X		NEX	04000	PNUD	72100	15 000
	Réaliser 2 voyages d'études en Afrique pour les Députés des Commissions des lois et des finances	X	X	X	X	NEX	04000	PNUD	72100	15 000
Annual targets	Apporter une assistance complémentaire à la CEF de l'Assemblée Nationale (Examen des lois de finance, mise à disposition de l'expertise technique etc)	X	X	X		PNUD	30000	PNUD / PBF		90 000
	Renforcer les capacités de la Commission Défense et Sécurité de l'Assemblée Nationale (visites d'échange, cadre de concertation avec les institutions de défense et de sécurité)	X	X	X		PNUD	30000	PNUD / PBF		50 000
	Appuyer le forum des femmes parlementaires de Guinée sur le plan institutionnel et organisationnel	X	X	X	X	PNUD	30000	PNUD / PBF		100 000
538 596										

PRODUITS ESCOMPTES DU PROGRAMME PAYS et indicateurs, y compris les objectifs annuels	ACTIVITÉS PLANIFIÉES <i>Dresser la liste de toutes les activités, y compris de S&E, qui seront entreprises durant l'année pour réaliser les produits du CP énoncés</i>	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIÉ			
		1er T	2e T	3e T	4e T		Fonds	Donateur	Description dans le budget	Montant (en \$ US)
	Appuyer et accompagner l'Assemblée Nationale dans le processus d'intégration des organisations parlementaires régionales et internationales			X		PNUD	30000	PNUD / PBF		35 000
	Former les membres de la commission genre/équité sur le cadre juridique national et international de promotion et de protection du genre et d'égalité en Guinée		X			PNUD	30000	PNUD / PBF		50 000
	Mettre en place l'équipe de gestion du projet	X	X	X	X	PNUD	30000	PNUD / PBF		381 200
	Vulgariser le document du Mécanisme Africain d'évaluation par les Pairs (MAEP)			X	X	NEX	04000	PNUD	72100	20 000
	Organiser la remise du prix de la meilleure investigation dans le secteur de l'eau				X	NEX	04000	PNUD	72100	10 000
Sous total produit 3 :										
										786 200
Les structures, normes et procédures ainsi que les ressources humaines de l'administration publique modernisées et la transparence renforcée.	Apporter une assistance technique pour la révision des lois (L 028) portant statut général des fonctionnaires et (L 029) portant Principe de création et de contrôle des structures des services publics	X				NEX	04000	PNUD	72100	25 000
	Renforcer les capacités des points focaux du PREMA dans les ministères pour la mise en œuvre des réformes		X	X		NEX	04000	PNUD	72100	30 000
	Mettre en place et opérationnaliser les clubs -intégrité dans les 10 Universités pilotes de Conakry					NEX	04000	PNUD	72100	15 000

PRODUITS ESCOMPTEES DU PROGRAMME PAYS et indicateurs, y compris les objectifs annuels	ACTIVITES PLANIFIEES <i>Dresser la liste de toutes les activités, y compris de S&E, qui seront entreprises durant l'année pour réaliser les produits du CP énoncés</i>	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIE				
		1er T	2e T	3e T	4e T		Fonds	Donateur	Description dans le budget	Montant (en \$ US)	
	Appuyer l'organisation des missions d'assistance techniques dans le cadre du projet TOKTEN	X	X	X	X	NEX	04000	PNUD	72100	50 000	
	Organiser un atelier de validation du manuel de procédures de TOKTEN	X	X	X	X	NEX	04000	PNUD	72100	10 000	
	Finaliser la conception d'un système intégré de gestion électronique des documents officiels du secteur de la sécurité et de la défense du gouvernement	X	X	X	X	PNUD	2	ESP	72100	63 596	
Sous total produit 4 :											433 618
GESTION DU PROJET ET FONCTIONNEMENT PGED											
	Salaires Staff/ UTG et CIP et Expert suivi + Communication	X	X	X	X	NEX / PNUD	TRAC	0,0012	71400	172 141	
	Salaires Personnel d'appui UTG et CIP	X	X	X	X	NEX	TRAC		71400	20 000	
	Salaires Personnel Equipe TOKTEN	X	X	X	X	NEX	TRAC		71400	50 000	
	Charges Communes (Sécurité, VSAT, MC, Dispensaire)	X	X	X	X	PNUD	TRAC	0,0012	73100	70 793	
	Contribution DPC	X	X	X	X	PNUD	TRAC	0,0012	611000	46 666	
	Perdimes et carburants missions (staff UG, PNUD, CIP, partie Nationale)	X	X	X	X	NEX	TRAC	0,0012	71600	30 000	
	Achat de véhicules (UTG, CIP et UCC)	X	X			NEX	TRAC	0,0012	72200	40 000	
	Achat fournitures de bureau et informatiques	X	X	X	X	NEX	TRAC	0,0012	72800	4 000	
	Petites réparations bureau UTG	X	X	X	X	NEX	TRAC	0,0012	73200	1 500	
	Maintenance matériels informatiques	X	X	X	X	NEX	TRAC	0,0012	73300	3 000	
	Maintenance véhicules et matériels de bureau	X	X	X	X	NEX	TRAC	0,0012	73400	15 000	
FONCTIONNEMENT											

dy

PRODUITS ESCOMPTÉS DU PROGRAMME PAYS et indicateurs, y compris les objectifs annuels	ACTIVITÉS PLANIFIÉES <i>Dresser la liste de toutes les activités, y compris de S&E, qui seront entreprises durant l'année pour réaliser les produits du CP énoncés</i>	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIÉ			
		1er T	2e T	3e T	4e T		Description dans le budget	Donateur	Montant (en \$ US)	
										1er T
<p>Réforme Administrative (PREMA) opérationnel</p> <p>Base : Absence de mécanisme de coordination du PREMA (2011) ; cible : Mécanisme mis en place et opérationnel</p> <p>Annual targets</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un dispositif cohérent d'appui à la mise en œuvre du PREMA est disponible - La loi anticorruption est adoptée et promulguée - 05 OSC formées aux techniques de monitoring et de dénonciation de la corruption et pratiques assimilées ; - 50 cadres représentant les points focaux du PREMA formés ; 	<p>Poursuivre l'assistance aux journalistes pour l'investigation de la corruption dans le secteur de l'eau</p> <p>Appuyer l'organisation de la journée internationale Anti-corruption</p> <p>Former les journalistes sur l'intégration de la dimension genre dans la communication</p> <p>Organiser 4 ateliers régionaux sur la coopération décentralisée et le rôle des Communes dans le développement local</p> <p>Former les journalistes sur la couverture médiatique d'une épidémie</p> <p>Renforcer les capacités des partenaires nationaux (départements ministériels et OSC) sur la Gestion axée sur les résultats (GAR).</p> <p>Former les corps de contrôle du Ministère de l'Economie et des Finances sur les normes internationales de contrôle et d'audit</p> <p>Organiser le lancement du projet TOKTEN</p> <p>Elaborer et mettre en œuvre la campagne de communication du projet TOKTEN</p> <p>Identifier les besoins en expertise de la diaspora et traitement des requêtes des bénéficiaires</p>		X	X	X		PNUD	20019	72100	53 022
			X		X		NEX	04000	72100	15 000
		X	X				NEX	04000	72100	15 000
		X	X	X			NEX	04000	72100	45 000
		X	X				NEX	04000	72100	15 000
		X	X				NEX	04000	72100	25 000
		X	X				NEX	04000	72100	30 000
		X					NEX	04000	72100	12 000
		X	X				NEX	04000	72100	15 000
		X	X	X	X		NEX	04000	72100	15 000

aly

PRODUITS ESCOMPTÉS DU PROGRAMME PAYS et indicateurs, y compris les objectifs annuels	ACTIVITÉS PLANIFIÉES <i>Dresser la liste de toutes les activités, y compris de S&L, qui seront entreprises durant l'année pour réaliser les produits du CP énoncés</i>	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIÉ			
		1er T	2e T	3e T	4e T		Fonds	Donateur	Description dans le budget	Montant (en \$ US)
	Location et entretien et gardiennage des locaux	X	X	X	X	NEX	TRAC	0,0012	73100	10 000
	Rencontre et réception Comité de pilotage et revue sectorielle	X	X	X	X	NEX	TRAC	0,0012	72700	20 000
	Communication (cartes de recharge, connexion internet)	X	X	X	X	NEX	TRAC	0,0012	72400	15 000
	Carburant Fonctionnement	X	X	X	X	NEX	TRAC	0,0012	74500	20 000
	Matériels et Equipements de bureau (ordinateurs, vidéo projecteurs, appareils photos)	X	X	X	X	NEX	TRAC	0,0012	72200	20 000
	Assurances Véhicules	X	X	X	X	NEX	TRAC	0,0012	74500	15 000
	Renforcement de capacités du personnel du projet	X	X	X	X	NEX	TRAC	0,0012	72100	20 000
	Cellule de Suivi/évaluation / Communication	X	X	X	X	NEX/PNUD	TRAC/ Gvt	0,0012	74500	100 000
	Divers	X	X	X	X	NEX	TRAC	0,0012	74500	2 000
Sous Total Fonctionnement										500,00
Total général Gouvernance et PBF hors contrepartie										2 623 514
CONTRE PARTIE NATIONALE	Locaux, eau, électricité, personne et divers (stage de formation, cérémonie de réception etc...)	X	X	X	X					180 000
Total Gouvernance, PBF et contrepartie										2 803 514

PLAN DE TRAVAIL 2015 PREVISIONNEL DU PDLG III

Priorité nationale : Réforme de l'Administration publique, y compris la gouvernance locale

Effet UNDAF : D'ici 2017, les institutions démocratiques et le système judiciaire et sécuritaire fonctionnent sur la base de la transparence, du dialogue et de la concertation, dans le respect des normes nationales et internationales et assurent la protection effective des libertés individuelles et collectives ».

Effet Programme Pays : Le processus de décentralisation et de gouvernance locale est renforcé à travers la mise en œuvre de la Lettre de Politique Nationale de la Décentralisation et du Développement Local (LPN/DDL).

Stratégie de partenariat : L'appui à la gouvernance locale sera assuré par le PNUD, conjointement avec l'UNCDF, à travers le renforcement du processus de décentralisation conformément à la LPN/DDL. A cet effet, le PNUD et l'UNCDF appuieront la formulation et la mise en œuvre d'un programme de développement participatif ainsi qu'un mécanisme national de transfert de ressources financières entre l'Administration centrale et les collectivités.

PRODUITS ESCOMPTES DU PROGRAMME PAYS et indicateurs, y compris les objectifs annuels	ACTIVITÉS PLANIFIÉES <i>Dresser la liste de toutes les activités, y compris de S&E, qui seront entreprises durant l'année pour réaliser les produits du Cp énoncés</i>	CADRE CHRONOLOGIQUE				PARTIE RESPONSABLE	BUDGET PLANIFIÉ				
		1erT	2eT	3eT	4eT		Fonds	Donateur	Description dans le budget	Montant (en \$ US)	
Le processus de décentralisation et de gouvernance locale est renforcé à travers la mise en œuvre de la Lettre de Politique Nationale de la Décentralisation et du Développement Local (LPN/DDL) Annual targets <ul style="list-style-type: none"> - Le partage politique de la décentralisation et du développement local est amélioré - L'autonomie administrative et financière des CL est renforcée ; - Des outils pratiques d'accompagnement des acteurs de la décentralisation pour un développement local inclusif sont élaborés, adoptés et diffusés ; - Les communes des préfectures de Mandiana, de Kérouané et de Koulikoro actualisent et mettent en œuvre leur PDL ; - Un environnement favorable au 	Contribuer, à la mise en place et à l'animation d'une revue sectorielle à travers le Groupe thématique décentralisation et développement local,	X	X			NEX	4000	PNUD	75700	8 000	
	Éditer et vulgariser le document de la Lettre de Politique Nationale de la Décentralisation et du Développement Local (LPN/DDL)	X	X			NEX	4000	PNUD	74500	5 000	
	Apporter un appui à la réforme de la fiscalité locale dans un sens favorable aux OMD et à l'autonomie accrue des CL		X	X			NEX	4000	PNUD	71300	5 000
	Définir un cadre juridique de l'intercommunalité à partir de l'approfondissement et l'extension de l'expérience des pôles de développement		X	X			NEX	4000	PNUD	71300	5 000
Appuyer la société civile pour organiser et exercer le contrôle citoyen sur l'élaboration et l'exécution du budget des CL				X		NEX	4000	PNUD	75700	5 000	
Sous Total produit 1											
Elaborer les outils de gestion communale (PAI, Budget, Guide du maire, etc.) facilitant l'atteinte des OMD			X			NEX	4000	PNUD	71300	5 000	
							33 000				

<p>DEEL est promu dans la politique nationale de développement territorial ;</p> <p>- Une phase pilote de mise en œuvre du DEEL est réalisée dans deux pôles de développement de Norassaba et de Kiniro</p>	Accompagner le développement des capacités nationales (MATD, projets et ONG) dans la méthodologie de planification locale inclusive	X	X				NEX	4000	PNUD	63400	10 000	
	Appuyer l'actualisation progressive des PDL des communes rurales de Mandiana, de Kankan et de Kérouané dans la Région de Kankan	X	X	X			NEX	4000	PCK/ PNUD	63400	10 000	
	Apporter une assistance aux CL partenaires dans la maîtrise d'ouvrages pour la réalisation des investissements prévus dans leur PAI	X	X	X			NEX	4000	PCK/ PNUD	63400	PM	
	Réaliser les investissements prévus dans les PAI			X			NEX		PACV/ BELZONE	72600	PM	
	Appuyer les initiatives favorables à la représentation équitable des femmes, des jeunes et des groupes minoritaires au sein des structures de contre-pouvoir et de contrôle local	X	X				NEX	4000	PNUD	63400	5 000	
	Accompagner les élites féminines et les jeunes locaux souhaitant prendre part aux élections locales et communales	X	X				NEX	4000	PCK/ PNUD	63400	5 000	
	Sous Total produit 2											
	Réaliser un état des lieux des mandats et missions des différentes institutions de l'Etat dans le DEL			X			NEX	G1310	UNCDF	71200	15 000	
	Elaborer une stratégie nationale de DEL inclusive servant de référentiel pour les stratégies DEL des CL				X		NEX	G1310	UNCDF	71200	PM	
	Sous total produit 3											
Renforcer les capacités des acteurs et des organes chargés d'animer le DEL dans les communes et les pôles	X	X				NEX	4000	PNUD	63400	5 000		
Elaborer un manuel de gestion d'un fonds de développement économique local (FDEL)	X	X				NEX	G1310	UNCDF	71200	15 000		

dcy

Personnel: Coordination et antennes	Salaire recurrent Payroll Cost PO/Staff	X	X	X	X	X	X	PNUD	G1310	UNCDF	61100	45 000
	Salaire recurrent Payroll Cost GS/Staff	X	X	X	X	X	X	PNUD	G1310	UNCDF	62200	8 000
	Sous-total 1											183 000
Equipements de projet	Equipements de bureau	X	X	X	X	X	X	UNDP	4000	UNDP	72200	5 000
	Equipements solaire	X	X	X	X	X	X	UNDP	4000	UNDP	72200	PM
	Sous-total 2											5000
Installation et fonctionnement des bureaux	Location, entretien et gardiennage	X	X	X	X	X	X	PNUD	4000	UNDP	72100	10 000
	Téléphone, fax et courrier	X	X	X	X	X	X	PNUD	4000	UNDP	72400	1 500
	Entretien informatique & communication	X	X	X	X	X	X	PNUD	4000	UNDP	73300	10 500
	Fournitures de bureau	X	X	X	X	X	X	PNUD	4000	UNDP	72500	10 000
	Assurances véhicules & vignettes	X	X	X	X	X	X	PNUD	4000	UNDP	74500	2 000
	Divers	X	X	X	X	X	X	PNUD	4000	UNDP	74500	5 000
	Divers	X	X	X	X	X	X	PNUD	G1310	UNCDF	74500	4 000
	Fonctionnement maison commune	X	X	X	X	X	X	PNUD	G1310	UNCDF	73100	25 000
	Carburant véhicule /Groupe électrogène	X	X	X	X	X	X	PNUD	4000	UNDP	73400	25 000
	Carburant, Entretien et réparation véhicules	X	X	X	X	X	X	PNUD	G1310	UNCDF	73400	5 000
	Entretien et réparation véhicules	X	X	X	X	X	X	PNUD	4000	UNDP	73400	8 000
Sous-traitance	Frais de mission	X	X	X	X	X	X	PNUD	4000	UNDP	71600	25 000
	Charges Communes (Sécurité, VSAT, MC, Dispensaire)	X	X	X	X	X	X	PNUD	4000	UNDP	73100	15 270
	Contribution DPC	X	X	X	X	X	X	PNUD	4000	UNDP	61100	10 066
	Sous-total 3											156 336
	Audit NEX	X	X	X	X	X	X	PNUD	4000	UNDP	72100	5 000
	GMS	X	X	X	X	X	X	PNUD	4000	UNDP	75100	PM
Sous-traitance	Comité de pilotage	X	X	X	X	X	X	PNUD	4000	UNDP	75700	6 000
	- Travel/Mission	X	X	X	X	X	X	PNUD	G1310	UNCDF	71600	8 000
	Médiation et visibilité du programme	X	X	X	X	X	X	PNUD	4000	UNDP	73300	5 000
	Sous-total 4											24 000
	Mise en place d'un Système / stratégie de suivi évaluation capitalisation (Appui du siège UNCDF)	X	X	X	X	X	X	PNUD	4000	UNDP	71600	5 000

COMPOSANTE II: CONSOLIDATION DE LA PAIX

PRODUITS ESCOMPTES DU PROGRAMME PAYS	ACTIVITÉS PLANIFIÉES				PARTIE RESPONSABLE			BUDGET PLANIFIÉ						
	CHRONOLOGIQUE				Fonds	Donateur	Description dans le budget	Montant (en \$ US)						
	1erT	2eT	3eT	4eT										
Priorité nationale : Renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit														
Effet UNDAF / Programme Pays : D'ici 2017, les Institutions démocratiques et le système judiciaire et sécuritaire fonctionnent sur la base de la transparence, du dialogue et de la concertation, dans le respect des normes nationales et internationales et assurent la protection effective des libertés individuelles et collectives.														
Indicateur d'effet UNDAF : Existence d'une Assemblée Nationale démocratiquement élue avec des Commissions fonctionnelles (Base : 0 (2011) ; Cible : 1); Nombre de lois votées par le parlement qui favorisent le respect des droits de l'homme y compris ceux des femmes et des enfants (Base : 0 (2011) ; Cible : 5); Existence d'une institution nationale des Droits de l'Homme indépendante et fonctionnelle (Base : 0 (2011) ; Cible : 1) ; % de cas jugés par rapport aux cas de violation des Droits de l'Homme transmis à la justice (Base : 30 (2011) ; Cible : 150)														
Stratégie de partenariat : Le Gouvernement œuvrera en faveur du dialogue politique inclusif entre les acteurs et assurera la formulation et la mise en œuvre des réformes (RSS, réforme administrative, justice). Il apportera le soutien politique à la réconciliation nationale et la prévention/ gestion des conflits. Le PNUD développera des outils et une approche pour renforcer les capacités nationales à gérer un dialogue continu entre les parties prenantes à la réconciliation nationale et la prévention des conflits; l'assistance technique à la préparation et la conduite du processus électoral, la coordination des PTF et la gestion du panier commun; analyses, plaidoyer et formulation de plans d'action pour la mise en œuvre des programmes de réformes (RSS, réforme administrative, justice). Les autres partenaires i) UE, France, Japon, USAID, PBO apportent des contributions financières au processus électoral, y compris la promotion de la participation des femmes; (ii) BM, UE, BAD apporteront des appuis techniques et financiers à la réforme de l'administration. Publique.														
PRODUIT 1 : Les structures et institutions de prévention et de résolution des conflits à l'échelle nationale sont mises en place et fonctionnelles.														
Produit 1.1. Les outils stratégiques de prévention des conflits sont disponibles Indicateurs: <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de personnes formées (% de femmes) ; stratégie sur la prévention des conflits disponible; • programme sur la mise en place d'un système national d'alerte précoce et de 	1.1.1. Organiser Atelier de validation de la stratégie nationale de prévention des conflits et de la consolidation de la paix en Guinée								DIM	0 4160	PNUD/BCPR	75700	50 000,00	
	1.1.2 Appuyer la mise en place de la plateforme nationale des praticiens de la paix en Guinée									DIM	30000	PBF	72100 71400	198 000,00
	1.1.4. Appuyer la coordination du Secrétariat Permanent du Comité de pilotage du PBF pour la mise en œuvre du nouveau plan prioritaire (personnel, réunions, suivi-évaluation)									DIM	30000	PBF	72100 61100	290 000,00

<p>2. Nombre d'acteurs formés au niveau local ; 3. Nombre de femmes formées sur les mécanismes de prévention des conflits.</p>	<p>2.1.2. Développer 5 plans locaux de sécurité dans la zone transfrontalière de Guinée Liberia et la Sierra Leone</p>	X	X	X	X	DIM	30000	UE	72100	835 000,00
<p>Sous total 2,1</p>										855 000,00
<p>Produit 2.2 La cohésion sociale est renforcée dans les zones à fort potentiel conflictogène</p>	<p>2.2.1. Réaliser d'une étude sur les causes et les facteurs de conflits en Guinée (Guinée Forestière et les zones minières)</p>	X			DIM		30000	PBF	72100	50 000,00
	<p>2.2.2. Revue, édition et diffusion du pacte traditionnel de non agression et de cohabitation pacifique en Guinée forestière</p>	X	X		DIM		30000	PBF	75700 71400	35 143,00
	<p>2.2.3. Redynamisation des comités communautaires de paix, gestion des conflits et d'alerte précoce en Guinée Forestière</p>	X	X	X	DIM		30000	PBF	75700 72100	60 000,00
	<p>2.2.4. Formation de 30 Associations de jeunes et des femmes de la préfecture de N'Zérékoré sur la paix, le civisme et la citoyenneté.</p>	X	X	X	DIM		30000	PBF	71400 72100 75700	25 000,00
	<p>2.2.5. Organisation d'activités culturelles et sportives sur la cohésion sociale en Guinée Forestière</p>	X	X	X	DIM		30000	PBF	61100 71600	20 000,00
	<p>2.2.6. Réalisation d'activités HIMO pour 1000 jeunes et réinsertion socioprofessionnelle de 100 jeunes formés (GF)</p>	X	X	X	DIM		30000	PBF		374 543,00
	<p>2.2.7. Formation qualifiante pour 150 jeunes à risque de conflits et réinsertion</p>	X	X	X	DIM		30000	PBF	11363	60000
	<p>2.2.8. Dynamiser les mécanismes locaux d'encadrement pour l'emploi des jeunes dans la région forestière (AGUIP, DPJ)</p>	X	X	X	DIM		30000	PBF	61100 71600	100 000,00

2.2.9. Renforcer les unités conjointes transfrontalières guinéenne de prévention des conflits	X	X	X	X	X	DIM	30000	PBF	71400 72100 75700	250 000,00
2.2.10. Appuyer la coordination des acteurs et initiatives de paix en GF (expertise nationale, suivi évaluation, fonctionnement)	x	x	x	x	x	DIM	30000	PBF		200 000,00
<i>Sous total 2.2.</i>										1 114 686,00
2.3.1. Réalisation d'une étude sur les causes des conflits dans les zones minières	X	X				DIM	30000	PBF	72100	30 000,00
2.3.2. Appui à l'installation et à l'opérationnalisation de 40 comités de concertation dans les localités minières	X	X	X			DIM	30000	PBF	75700 71200 71400	80 000,00
2.3.3. Sensibilisation des populations riveraines sur les mécanismes locaux et nationaux existant en matière de prévention et de gestion des conflits liés à l'exploitation des ressources minières		X	X			DIM	30000	PBF	75700 71200 71400	120 000,00
2.3.4. Sensibilisation des populations riveraines sur les mécanismes locaux et nationaux existant en matière de prévention et de gestion des conflits liés à l'exploitation des ressources minières				X		DIM	30000	PBF	75700 71200 71400	100 000,00
2.3.5. Sensibilisation et renforcement des compétences techniques de 82 CCLM		X	X			DIM	30000	PBF	75700 71200 71400	50 000,00
2.3.6. Organisation d'un forum national sur la RSE en Guinée		X	X			DIM	30000	PBF	75700 71200 71400	66 000,00
2.3.7. Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie d'IEC et de mobilisation sociale sur la RSE en Guinée		x	x	x		DIM	30000	PBF	75700 71200 71400	75 000,00
2.3.8. Renforcement des capacités des acteurs du secteur minier sur la RSE		X				DIM	30000	PBF	75700 71200 71400	66 000,00

Produit 2.3. Les facteurs de conflits liés à la gestion des ressources naturelles dans les zones minières sont atténués

	2.3.9. Appui technique (conseils et équipement) au Ministère/chambre des mines pour le suivi de la prévention des conflits dans les communautés	X	X	X	X	DIM	30000	PBF	71200	100 000,00
<i>Sous Total 2.3.</i>										687 000,00
SOUS TOTAL PRODUIT										2 656 686,00
PRODUIT 3. Les institutions judiciaires et sécuritaires opèrent dans un cadre juridique et institutionnel conforme aux standards internationaux et sous contrôle civil et démocratique favorisant la protection physique et juridiques des populations										
3.1 le dispositif législatif et les mécanismes de contrôle civil et démocratique sont renforcés et efficaces Indicateurs: Un système moderne de gestion des ressources humaines des forces de défense est mis en place. Nombre d'acteurs institutionnels et civiles sensibilisés et informés quand à leur rôle et responsabilités en matière de contrôle civil et démocratique des FDS; Nombre de textes juridiques régissant le contrôle civil révisé et	3.1.1. Formation des membres de: INDH, Cours Suprême, Cours des Comptes, Médiateur de la République, Ministères concernés etc en matière de contrôle civile et démocratique des FDS	X				DIM	30000	PBF	72100 71200 71600	40 000,00
	3.1.2.Création et animation des cadres de concertations entre toutes les parties impliquées dans le contrôle des FDS en Guinée					DIM	30000	PBF		150 000,00
	3.1.3. Appui au processus d'amendement et d'adoption du code de justice militaire	X	X			DIM	30000	PBF	71300 71600 74500	30 000,00
	3.1.4.. Renforcement des capacités des structures de contrôle interne des FDS sur leurs rôles et responsabilités tels que prévus par les dispositions légales en vigueur (les services d'inspection des cinq Ministères du secteur de la sécurité)	X	X			DIM	30000	PBF	72100 71600 74500	50 000,00
	3.1.5. Appui au renforcement du système de contrôle financier des FDS (élaboration d'un guide de contrôle)	X	X			DIM	30000	PBF	72100 71600 71200	35 000,00
	3.1.6. Formation des membres du collectif des journalistes pour le contrôle citoyen des FDS sur l'organisation et le fonctionnement	X				DIM	30000	PBF	71300 71600 74500	30 000,00

vulgarisé

3.1.7. Renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles du comité civilo - militaire et appui à la mise en place d'un cadre de concertation entre les OSC sur le contrôle citoyen des FDS	X	X		DIM	30000	PBF	71300 71600 74500	60 000,00
3.1.8. Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie de communication pour le CNPRSS	X	X		DIM	30000	PBF	71300 71600 74500	50 000,00
3.1.9. Amélioration du cadre organique du secteur de sécurité (révision et vulgarisation des textes juridiques)	X	X		DIM	30000	PBF	72100 71600 74500	40 000,00
3.1.10. Organisation des voyages d'échange dans certains pays africains pour les institutions acteurs de contrôle des FDS	X	X		DIM	30000	PBF	71300 71200 71600	50 000,00
3.1.11. Appui Conseil stratégique aux autorités nationales sur la mise en œuvre de la Réforme du Secteur de la Sécurité	X	X	X	DIM	30000	PBF	71300 71200 71600	300 000,00
3.1.12. Organisation des ateliers d'appropriation nationale de la RSS et vulgarisation des textes	X	X		DIM	30000	PBF	71300 71200 71600	50 000,00
3.1.13. Appui à la finalisation des textes du cadre juridique et institutionnel des départements RSS	X	X		DIM	30000	PBF	71300 71200 71600	25 000,00
3.1.14. Appui à l'organisation des sessions de la commission d'orientation stratégique	X	X		DIM	30000	PBF	71300 71200 71600	250 000,00
3.1.15. appuyer la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de la stratégie d'action prioritaire SNAP		X	X	DIM	30000	PBF	75700	70 641,00
3.1.16. Appuyer la mise en place et le fonctionnement des cadres de coordination sur le Genre (femmes parlementaires, Groupe Thématique Femmes Paix et Sécurité)	X	X		DIM	30000	PBF	75700 71600 71300 71400	90 000,00
4.1.17. Appuyer à la prise en compte du genre dans le cadre stratégique de la Réforme du secteur de la sécurité	X	X		DIM	30000	PBF	75700 71600	65 000,00

alg

SOUS TOTAL PRODUIT 3																		1 780 641,00
GRAND TOTAL CONSOLIDATION DE LA PAIX																		6 555 327,00

TOTAL GENERAL (COMPOSANTES I ET II HORS CONTREPARTIES)	10 533 319
TOTAL GENERAL (COMPOSANTES I ET II AVEC CONTREPARTIES)	10 713 319

af